Nouvelles locales du mercredi 21 septembre 2011

@rib News, 21/09/2011Ï Justice- Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique Valentin Bagorikunda a mis en garde tous les mÃ©dias contre la divulgation de toute information en rapport avec les enquÃªtes en cours sur les attaques de Gatumba. Selon lui, il ne faut pas que les medias faussent les pistes en publiant des informations pour dÃ©sorienter la commission dâ€™enquÃªte ou la police qui mÃ¨nent des enquÃªtes pour connaitre lâ€™identitÃ© des meurtriers de Gatumba. [Isanganiro/Rpa/Rtnb/Bonesha]
- Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique, Valentin Bagorikunda vient dâ€™annoncer la mise en place dâ€™une commissio dâ€™enquÃªte sur les attaques de Gatumba, dont le bilan a atteint 39 victimes et des dizaines de blessÃ©s. Â«Â Tous les moyens juridiques seront mis en place pour permettre Ã cette commission de bien mener cette enquÃªteÂ Â» a assurÃ© Valentin Bagorikunda, ajoutant que, certaines personnes ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par la police dans le cadre des enquÃªtes [Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rtnb]Ï SÃ©curitÃ©/Medias- Le Conseil national de sÃ©curitÃ© a publiÃ© un communiquÃ© appelant l journalistes et les organisations de la sociÃ©tÃ© civile Ã ne pas divulguer les informations en rapport avec les attaques de Gatumba. Le ministre de lâ€™IntÃ©rieur Edouard Ndwuimana, agissant au nom du Conseil national de sÃ©curitÃ©, a mis en garde les mÃ©dias, les journalistes, et mÃªmes certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, de faire preuve de retenue pour ne pas aider les criminels Ã prendre des stratÃ©gies, en diffusant des informations pouvant fausser les enquÃªtes. [Rtnb/Isanganiro/Bonesha]- Le ministre Nduwimana a fait savoir que depuis un certain temps, les medias divulguent des informations en rapport avec des dossiers en instruction. Selon lui, câ€™est un moment propice de rappeler aux journalistes quâ€™il est interdit de divulguer des informations sur des dossiers qui sont en cours dâ€™instruction. [Rtnb]- Quant aux organisations de la sociÃ©tÃ© civile, le Conseil de sÃ©curitÃ© a fait remarquer quâ€™il est interdit dâ€™afficher un antinationaliste, en sâ€™associant aux malfaiteurs. Il dÃ©plore que certains politiciens et membres des associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise semblent vouloir profiter de la tension dans le pays. [Rtnb/Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Le prÃ©sident de lâ€™Observatoire de la presse burundaise (OPB) Innocent Muhozi a fait savoir quâ€™il ne peut pas sâ€™exprim durant la pÃ©riode de deuil, mais quâ€™il va sâ€™exprimer dans les jours Ã venir. [Rpa]- Quant aux membres des organisatio la sociÃ©tÃ© civile burundaise, câ€™est une grande dÃ©ception de se voir versÃ©s, par le gouvernement, dans le mÃªme pani que les partis dâ€™opposition. Ils demandent plus de clarifications sur les dÃ©clarations du Conseil national de sÃ©curitÃ© du Burundi, qui semble les considÃ©rer comme des dÃ©fenseurs des malfaiteurs. [Rpa]- Le ministre de la Communication sâ€™es opposÃ© Ã la dÃ©cision des mÃ©dias de faire une synergie contre les cas dâ€™assassinat des citoyens dans le pays. Selon u communiquÃ© diffusÃ© hier soir par le mÃªme ministÃ¨re, il est interdit de faire des Ã©missions Ã caractÃ¨re politique pour une pÃ©riode dâ€™un mois durant laquelle la commission dâ€™enquÃªte sera en train de mener des enquÃªtes sur les attaques de Gatumba. [Bonesha]- Les journalistes des mÃ©dias burundais seront ce jeudi en synergie contre les tueries de ces derniers jours au Burundi. Le ministÃ¨re de la Communication est dÃ©terminÃ© Ã interdire Ã tous les mÃ©dias de faire cette synergie.Ï Droits de lâ€™homme Selon la HRW, les autoritÃ©s burundaises devraient de toute urgence mener une enquÃªte sur le massacre, le 18 septembre 2011. Dans le cadre de leur recherche des auteurs du massacre, les autoritÃ©s devraient user de la force minimale nÃ©cessaire et traduire les auteurs prÃ©sumÃ©s en justice, et non procÃ©der Ã des exÃ©cutions extrajudiciaires, selon le communiquÃ© de Human Right Watch. [Isanganiro/Bonesha/Rpa]- Selon la coordinatrice de HRW dans la rÃ©gion des Grands-lacs, un rÃ©sidant local a indiquÃ© quâ€™il avait dÃ©nombrÃ© au moins 2 cadavres sur le lieu du massacre. SelonÂ elle, des attaques ciblÃ©es Ã caractÃ¨re politique ont Ã©tÃ© rapportÃ©es depuis le mois dâ€™octobre 2010 et continuent jusquâ€™Ã prÃ©sent. Dâ€™autres sources ont rapportÃ© un bilan dÃ©passant les 30 v compris le porte-parole de la police qui a citÃ© le chiffre de 39 morts. [Isanganiro]- Selon la HRW, il y a des preuves que certains agents de lâ€™administration, impliquÃ©s dans des assassinats des membres des partis dâ€™opposition, ont bÃ©nÃ© dâ€™une grande impunitÃ©, ce qui aurait encouragÃ© des cas dâ€™assassinat ciblÃ©s. HRW continue actuellement de recue informations sur le nombre exact et lâ€™identitÃ© des victimes. Plusieurs membres dâ€™un club de football local, qui sâ€™Ã© rendus dans le bar pour cÃ©lÃ©brer une victoire, figuraient parmi les victimes, selon HRW. [Isanganiro]- Â«Â Nous demandons instamment aux forces de sÃ©curitÃ© burundaises de ne recourir quâ€™Ã la force minimale nÃ©cessaire dans leu poursuite des auteurs de ces rÃ©centes atrocitÃ©sÂ Â», a dÃ©clarÃ© Daniel Bekele. Â«Â Le massacre choquant de Gatumba devrait pas servir de prÃ©texte pour viser dâ€™anciens rebelles qui ont dÃ©posÃ© les armes ou des membres de partis dâ€™opposition qui nâ€™ont pas Ã©tÃ© impliquÃ©s dans des activitÃ©s criminelles. Si les autoritÃ©s retrouvent les auteurs p ceux-ci devraient Ãªtre arrÃªtÃ©s, inculpÃ©s et jugÃ©s, mais non exÃ©cutÃ©s sommairement.Â Â», conclut Bekele dans le communiquÃ©. [Isanganiro/Rpa]